

L'inauguration du collège Loyola confirme le penchant de Martine Vassal pour le privé

Ce jeudi, la Compagnie de Jésus inaugurait, sur le secteur Euroméditerranée à Marseille, le collège Loyola, un établissement construit avec le soutien du département. Depuis son élection en 2015 à la tête de la collectivité, Martine Vassal affiche son attachement à l'enseignement privé.



Des membres de l'Observatoire sur le financement des établissements des scolaires privés, devant le collège Loyola. (Photo : J-F.P.)

Par Jean-François Poupelin,, le 14 Nov 2025

Lien : <https://marsactu.fr/inauguration-du-college-loyola-confirme-le-penchant-de-martine-vassal-pour-le-prive/>

Le timing était parfait pour Martine Vassal. Présidente du département des Bouches-du-Rhône et de la métropole, la candidate (divers droite) aux municipales de mars prochain, déjà en campagne, est tout sourire, en ce mardi ensoleillé, pour l'inauguration du collège privé Loyola. Cet établissement, porté par la Compagnie de Jésus, connue à Marseille pour la très sélecte École de Provence, a été largement arrosé par le département. Annoncé, Benoît Payan, le maire (divers gauche) de Marseille, était quant à lui finalement représenté par son adjointe Samia Ghali.

De l'autre côté des glissières en béton qui sécurisent l'accès dans ce secteur d'Euroméditerranée 2, en chantier permanent, renforcées par la présence de neuf policiers nationaux, une quinzaine de membres de l'Observatoire sur le financement des établissements scolaires privés sont présents. Ils sont là pour rappeler que, comme Jean-Claude Gaudin en son temps, Martine Vassal préfère largement le curé au prof. *"Ce collège a bénéficié d'une subvention d'investissement du conseil départemental de 1 950 000 euros et d'une garantie d'emprunt à hauteur de 10 millions d'euros"*, rappelle Nicolas Bernard-Hayrault, secrétaire départemental du SNES-FSU13. Initialement réservé pour un collège public, le terrain a finalement été proposé par Martine Vassal elle-même à l'enseignement catholique, comme l'a raconté *Marsactu*. Au final, le département finance 10 % de la construction du collège Loyola.

Plan Charlemagne et cadeaux au privé

Depuis le lancement de son "plan Charlemagne" en 2017, la présidente du département ne cache pas son attachement à l'enseignement privé, comme l'avait raconté le mensuel *le Ravi*. Elle a notamment actionné la loi Falloux de 1850 sur la liberté d'enseignement pour multiplier les cadeaux au privé : 20 millions d'euros pour des travaux d'équipement, 10 millions d'euros en plus pour le fonctionnement ou encore l'accès des collégiens du privé

aux séjours sportifs, éducatifs et de loisirs proposés par le conseil départemental. "Cette année, la dotation de fonctionnement aux établissements privés a encore grimpé de 568 225 euros et celle pour les investissements 177 525 euros", dénonce Claudette Coudeville, de l'association Libre Pensée, qui défend particulièrement la laïcité.

"D'une manière générale, [Martine Vassal et sa majorité] vont au maximum de ce qu'ils peuvent faire pour l'enseignement privé, complète Maylis Merly de la CGT Éducation. À côté, il y a beaucoup de problèmes de bâti et de personnel dans les établissements publics, et les budgets des actions éducatives ou des projets baissent." Une subvention de 100 000 euros au collège Larcordaire est sur toutes les bouches. "Il y a eu aussi des financements pour des terrains de sport synthétiques. Mais on voit aussi une différenciation entre les établissements du privé. Les plus cotés, comme Lacordaire, sont les plus subventionnés", poursuit Franck Balliot, le secrétaire départemental de la FSU.

À l'intérieur du nouveau collège, qui a ouvert ses portes en septembre pour accueillir une cinquantaine d'enfants, l'ambiance est loin d'être à la guerre scolaire. La majorité de Benoît Payan est elle-même généreuse avec l'enseignement privé, au point de ne plus faire voter de délibération depuis deux ans sur sa dotation annuelle aux établissements confessionnels. "Pour que l'école privée soit forte, il faut une école publique forte aussi [...]. J'ai connu des parents de l'Estaque qui faisaient lever leurs enfants à six heures pour qu'ils soient scolarisés à Provence ou Lacordaire. Désormais, ils iront moins loin et se leveront moins tôt", appuie l'ex-socialiste Samia Ghali.

"Marseille est exemplaire"

Une générosité qu'apprécie l'enseignement catholique local et que semble découvrir le tout nouveau secrétaire général de l'Enseignement catholique. "La singularité du projet chrétien est l'unité et l'ouverture à tous, alors que la société a trop tendance à tout résumer dans une guerre entre deux écoles qui n'a pas lieu d'être. Marseille est en cela exemplaire : la Ville et le département ont toujours soutenu la liberté de choix en soutenant l'enseignement privé comme public", apprécie Guillaume Prévost, devant monseigneur Aveline, l'archevêque de Marseille. Le secrétaire général, énarque catholique passé par l'École navale, préfère taper sur l'État : "La liberté d'enseignement quel que soit le revenu n'est pas un privilège. En cela, on ne peut que regretter l'absence de l'État. À travers les projets de zones d'éducation prioritaire et de cité éducative, il est important que l'aide sociale de l'État soit accessible à tous les enfants."

Martine Vassal en profite, elle, pour répondre à ses détracteurs. "Nous avons beaucoup investi dans le secteur en contribuant à la cité scolaire internationale et en refaisant à neuf l'ancien collège Versailles. Ici, nous sommes allés au maximum de ce que nous permet la loi. Si un besoin se fait sentir au Canet, alors nous verrons", explique la candidate de la droite et du centre pour les municipales.

Elle ne s'est en tout cas pas positionnée sur un éventuel projet de collège public que tout le monde appelle de ses vœux sur le secteur. "Nous travaillons avec le département sur la création d'un autre [établissement] dans le cadre de l'opération du Canet. Ce n'est pas encore officiel, mais nous sommes sur le point de nous taper dans la main", expliquait il y a quelques semaines à Marsactu Guillaume Kolf, le directeur général des opérations adjoint d'Euroméditerranée. Avant de se rétracter : "L'opération du Canet sera développée après 2030. Nous en sommes au stade des études avec l'ensemble des partenaires, dont le département qui a la compétence des collèges."

Sur ce sujet, Samia Ghali s'en donne à cœur joie : "Nous lui avons fait des propositions [de terrains]. Elle ne veut pas construire. C'est le cas au Canet où il faut que le département s'engage." Dans un secteur où les nouveaux logements se construisent par milliers, les besoins se font déjà ressentir. Et en attendant, les élèves du secteur sont obligés de faire plusieurs kilomètres pour rejoindre les collèges Rosa-Parks et Arthur-Rimbaud, mal desservis et bondés.

Avec Violette Artaud et Benoît Gilles